

Commune de VALENTIGNEY 25700
EXTRAIT n° 2025-107
du Registre des Délibérations du Conseil Municipal
Séance du 4 novembre 2025

*Extrait du registre des délibérations n°2025-107***CONVENTION DE SERVITUDE ENTRE LA VILLE DE VALENTIGNEY ET ENEDIS
POUR LE RACCORDEMENT DE LA PARCELLE 580 BD 033**

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre des travaux de raccordement de la parcelle cadastrée section BD numéro 033 appartenant à la société VECATEL, ENEDIS sollicite la commune pour établir par convention une servitude pour des ouvrages souterrains.

En effet, ces travaux nécessitent le passage d'ouvrages et de canalisations électriques sur la parcelle cadastrée section BD numéro 0113 au lieu-dit « les Epoisses sur les Combottes », propriété de la ville.

La commune conservera la propriété et la jouissance de la parcelle.

Elle s'interdit toutefois, dans l'emprise de l'ouvrage défini, de faire aucune modification de profil du terrain, aucune plantation d'arbres ou arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages. Elle ne devra également pas porter atteinte à la sécurité des installations.

Ainsi, il y a lieu de conclure avec la société ENEDIS la convention de servitude « convention CS06 – V09 2024 », afin d'arrêter les conditions assortissant cette servitude affectant le terrain précité.

L'exposé du Maire entendu, le Conseil Municipal, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITE** des voix présentes et représentées,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de servitude susvisée, et tous documents s'y rapportant.

- **DIT** que la présente délibération sera :

- **Transmise** à Monsieur le Sous-Préfet de Montbéliard,
- **Notifiée** à Monsieur le comptable public du Service de Gestion Comptable de Montbéliard,
- **Publiée et affichée** conformément aux textes en vigueur.

Tout recours contre la présente délibération doit être formulé auprès du Tribunal Administratif compétent dans les deux mois, à partir de sa publicité et/ou sa notification et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Certifié exécutoire,



Philippe GAUTIER